

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21923 - 81ÈME ANNÉE

La crise de la canne à sucre est celle de la domination du néocolonialisme français à La Réunion

La coopération Chine–Afrique s'intensifie : La Réunion restera-t-elle à l'écart de cette dynamique historique ?



a Chine renforce sa coopération avec l'Afrique dans le cadre de son 15e plan quinquennal, tandis que La Réunion reste à l'écart, enfermée dans l'illusion d'être une île européenne. Pourtant, l'île fait face à de graves pénuries d'emploi, de logement et à un retard en transports que les aides françaises et européennes ne peuvent pas régler. L'ouverture vers l'Asie, notamment l'expertise ferroviaire chinoise, pourrait offrir des solutions. Reste à savoir si La Réunion saisira cette dynamique ou sera contrainte à l'isolement.

Un article paru ce 14 novembre dans « Midi Madagasikara » souligne une fois de plus l'ampleur du mou-

vement en cours : la Chine renforce sa coopération avec l'Afrique, et cela sous l'impulsion directe du Parti communiste chinois (PCC). Tandis que le continent saisit ces nouvelles opportunités, une question brûlante se pose : La Réunion continuera-t-elle à s'isoler, enfermée dans l'illusion d'être une enclave européenne au milieu de l'océan Indien, ou décidera-t-elle enfin de regarder son environnement régional et les perspectives qu'il offre ?

**La France et l'UE incapables d'aider
La Réunion à sortir de la crise**

Car pendant que les pays africains discutent d'investissements massifs, de technologies nouvelles et de développement d'infrastructures, La Réunion fait face à trois crises structurelles majeures : une pénurie massive d'emplois, une crise aiguë du logement, et un retard historique en matière de transports collectifs, conséquence directe de l'abandon du rail depuis plus de cinquante ans. Pendant que le monde bouge, notre île reste bloquée, arc-boutée sur un modèle dépassé.

En Chine, la tenue à Pékin de la quatrième session plénière du XXe Comité central du PCC marque une étape stratégique. L'élaboration du 15e plan quinquennal (2026-2030) poursuit une logique de développement planifié, cohérent et progressif, qui a permis au pays de sortir de la pauvreté pour devenir une puissance industrielle majeure. Avec une croissance moyenne annuelle de 7,9 % depuis 1952 et près de 30 % de la valeur manufacturière mondiale, la Chine s'est transformée en quelques décennies grâce à une vision structurée, à long terme. Le PIB par habitant de plus de 10000 euros y est nettement supérieur au revenu annuel de la majorité des Réunionnais, appauvris par le système néocolonial français.

La Réunion va-t-elle rester figée sur le bas-côté ?

Ce que rappelle l'ambassadeur Ji Ping à Madagascar, c'est la capacité de la Chine à associer stabilité politique, planification économique et ouverture internationale. Et c'est précisément cette ouverture qui se renforce en Afrique : investissements dans l'énergie, construction d'infrastructures, réseaux ferroviaires à grande vitesse, modernisation portuaire, transfert de technologies... Une dynamique puissante est en marche, et elle touche toute la région sud-ouest de l'océan Indien.

La question n'est donc pas de savoir si l'Afrique va avancer avec la Chine : c'est déjà le cas. La question, c'est : La Réunion va-t-elle rester figée sur le bas-côté ?

Les Réunionnais continuent trop souvent à penser vivre comme dans une « île européenne », déconnectée de son espace géographique, l'Afrique. Pourtant, la France elle-même renforce ses partenariats avec l'Asie. Pourquoi La Réunion devrait-elle renoncer à toute stratégie d'ouverture régionale ? Pourquoi devrions-nous nous interdire de coopérer avec une puissance mondiale dont l'expertise ferroviaire, par exemple, pourrait transformer notre île en profondeur ?

Reconstruisons le train, c'est possible

Le rail, dont la Chine est aujourd'hui le leader mondial incontesté, pourrait permettre de désengorger nos routes, de réduire notre dépendance automobile, d'ouvrir des milliers d'emplois et de moderniser notre économie. C'est précisément ce type de partenariat que saisisent Madagascar, l'Éthiopie, le Kenya ou la Tanzanie. Pendant ce temps, La Réunion continue de débattre de mesures marginales.

L'histoire est en marche. L'Afrique avance. La coopération sino-africaine se renforce. La Réunion choisira-t-elle la stagnation ou l'ouverture ? Refuser de regarder les opportunités régionales, c'est condamner notre territoire à rester une dépendance fragile, dans un sous-développement chronique.

Il est temps d'affronter la réalité : si La Réunion veut créer des emplois, construire des logements décents et rattraper son retard en transports, elle devra s'inscrire dans les dynamiques de son environnement. Sans cela, l'isolement volontaire restera le plus sûr moyen de ne jamais sortir des crises qui nous étouffent.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

La crise climatique : défi toujours présent

Sud de Madagascar : l'insécurité alimentaire d'urgence pourrait être multipliée par quatre d'ici janvier 2026

Madagascar reste confronté à des défis majeurs, au premier rang desquels la crise climatique. Mardi, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) a alerté sur l'aggravation de la situation dans le Grand Sud et le Grand Sud-Est, où se succèdent depuis deux ans sécheresses, cyclones et chocs climatiques d'une intensité croissante. L'ONU lance donc un appel urgent de 85 millions de dollars pour répondre aux besoins prioritaires de 1,5 million de personnes jusqu'en avril 2026. Cette somme représente quasiment le budget de la présidence de la transition militaire pour 2026, elle a été votée par l'Assemblée nationale, seule institution parlementaire maintenue par les militaires après le coup d'État.

Selon l'OCHA, « l'impact persistant de la récente sécheresse liée à El Niño et de la saison cyclonique, combiné à une flambée de paludisme et à des systèmes de santé sous tension, a laissé de nombreuses communautés avec très peu de moyens pour se relever ». Résultat : la crise alimentaire s'intensifie. Le nombre de personnes confrontées à une insécurité alimentaire d'urgence dans le Grand Sud pourrait être multiplié par quatre d'ici janvier 2026, pour atteindre 110 000 individus, tandis que 160 000 enfants souffrent déjà de malnutrition aiguë sévère.

Cette crise humanitaire s'inscrit dans un contexte politique particulièrement instable. Fin septembre, des manifestations menées par de jeunes protestataires ont éclaté à Antananarivo et dans plusieurs grandes villes, dénonçant les coupures répétées d'électricité et d'eau, la corruption et la détérioration des conditions de vie. Soutenu par une partie de l'armée, le mouvement a culminé le 14 octobre avec la destitution du président Andry Rajoelina par une Assemblée nationale que ce dernier venait tout juste de dissoudre. Une transition militaire a été instaurée dans la foulée, entraînant la suspension du pays des instances de l'Union africaine.

La combinaison d'une crise alimentaire aiguë, d'aléas climatiques extrêmes et d'un bouleversement politique profond fait peser une menace supplémentaire sur la capacité des acteurs humanitaires à atteindre les populations les plus vulnérables. Dans ce contexte explosif, l'appel de fonds lancé par l'OCHA apparaît indispensable pour éviter une nouvelle détérioration des moyens de subsistance dans le sud de l'île — et rappeler que, malgré les changements de pouvoir, l'urgence climatique demeure, avec la croissance démographique, le principal défi pour Madagascar.

M.M.

Besoin de 85 millions de dollars

À ces vulnérabilités climatiques et sanitaires s'ajoute une contraction brutale des financements internationaux. Les coupes budgétaires ont contraint plusieurs organisations humanitaires à suspendre leurs opérations, privant des milliers de ménages d'une aide pourtant vitale. Un plan de réponse humanitaire de 185 millions de dollars a bien été élaboré par le Bureau national de gestion des risques et catastrophes, avec l'appui des Nations unies, mais il accuse un déficit de 125 millions. L'OCHA lance donc un appel urgent de 85 millions de dollars pour répondre aux besoins prioritaires de 1,5 million de personnes jusqu'en avril 2026.

Oté

**« La shanss ti poul, la pa la shanss ti-kanar. » :
In kozman pou la rout**

Mézami, dan la vi, shakinn son shanss. Si sé la vote, sé pa la myène é si sé la myène sé pa la vote. I diré dann sète afèr d'shanss na pwinn partaz é konbien i panss zot va gagné alé oir zot i pèrde, é sak i panss li va pèrde défoi sé li k' i gingn..

Sa i rapèl amwin kékshoz la spass dann in zé d'roulète pou la fète lékol..L'avé in morso boukané é mon papa téi vé gingn boukané-la absoliman. Donk li l'ashtë la plipar d'biyé.. Dizon li l'ashète toute.L'èr l'arivé pou tourn la rou é in pti kouzin la vni épi la di bonzour son tonton Féliks. Féliks la trap in biyé, inn mèm, épi la done lo kouzin.

Astèr, kroi amwin si zot i vé, kroi pa mwin si zot i vé pa, La rou la tourné é op la tonb dsi lo sèl niméro mon papa l'avé pi pars li l'avé done son nové. Shakinn son shoi é lo kouzin la shoizi in pti lapin blan zyé roz lété an lotri so zour-la. Tanka lo boukané li la rèss, dizon, pou in proshin tiraj.

Alor, kossa zot i diré d'sa ? Sèl shoz a dir, sé ké la shanss ti-poul la pa la shanss ti-kanar é mi kite azot rofléshir la dsi é ni retrouv pli dvan, sipétadyé.

Justin